

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 NOVEMBRE 1912.

Projet de loi approuvant le traité d'amitié et de commerce conclu le 18 avril 1912 entre la Belgique et la Bolivie.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

A la suite de la dénonciation, par le Gouvernement Bolivien, du traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 17 août 1860 entre la Belgique et la Bolivie, des négociations se sont engagées entre les deux pays en vue de la conclusion d'un nouveau traité. Elles ont abouti, sous la date du 18 avril dernier, à la signature de l'acte que j'ai l'honneur, Messieurs, de soumettre à votre approbation.

Après avoir, dans son article premier, affirmé les sentiments d'amitié mutuelle dont sont animés les deux pays, le traité du 18 avril 1912 fixe, à l'article 2, le principe appelé à régir leurs relations réciproques. Le traitement de la nation la plus favorisée est garanti tant aux sujets qu'aux produits des deux pays, en matière d'établissement, de commerce, de douane et de navigation.

L'article 3 prévoit les seules exceptions possibles à cette règle. Il s'agit, d'une part, des faveurs spéciales que la Bolivie accorderait aux États qui lui sont limitrophes, faveurs qui seraient toutefois acquises à la Belgique si elles étaient étendues à d'autres pays non limitrophes. C'est là, on le sait, une réserve qui figure généralement dans les traités de commerce conclus par les États de l'Amérique latine.

D'autre part, conformément à ce que stipulent la plupart de nos traités, on a tenu à constater que le traitement de la nation la plus favorisée ne fait pas obstacle :

Aux avantages que chacun des deux pays accorderait à une tierce puissance en vertu d'une union douanière;

Aux mesures spéciales que chacun des deux pays pourrait être amené à prendre pour des motifs sanitaires;

A la perception, par l'un des deux pays, de droits supplémentaires en compensation des primes d'exportation ou de production dont bénéficieraient certains produits dans l'autre pays.

L'article 4 porte que les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire, aussi bien dans l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique. Le même article ajoute qu'ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux, et qu'ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les deux pays. Des clauses analogues figurent dans nos principaux traités de commerce.

L'article 5 du traité, qui est relatif aux questions de nationalité que peut soulever l'établissement de sujets de l'un des deux pays sur le territoire de l'autre, offre pour nous une grande importance, en présence des conflits de lois auxquels donne lieu l'application de deux systèmes juridiques différents, celui du *jus sanguinis* suivi en Belgique, et celui du *jus soli* suivi en Bolivie. Dans ce dernier pays, comme d'ailleurs dans les autres États de l'Amérique latine, la naissance sur le sol du pays est attributive de la nationalité. L'attention du Gouvernement a été attirée précédemment par les Chambres sur les inconvénients qui résultent pour nos compatriotes de cette divergence de principes. (Voir *Annales parlementaires*, Sénat, séance du 23 mars 1909 : discussion du projet de loi sur l'acquisition et la perte de la nationalité.)

En vertu de l'article 5, les enfants nés en Bolivie de parents belges, pourront, à l'âge de 21 ans accomplis et dans le délai d'un an, opter pour l'une ou l'autre nationalité, étant ainsi appelés à jouir des faveurs accordées par le traité aux sujets possédant la nationalité pour laquelle ils auront opté.

L'article 6, qui constitue le corollaire de l'article 5, décide qu'eu égard au droit d'option prévu par ce dernier, le fils né en Belgique d'un père bolivien, de même que le fils né en Bolivie d'un père belge, ne seront pas appelés au service militaire avant l'âge de 22 ans accomplis.

Aux termes de l'article 7, le traité est conclu pour une période de dix années, susceptible d'être prolongée par tacite reconduction.

J'ai la confiance, Messieurs, que le projet de loi portant approbation du traité dont il s'agit rencontrera auprès de vous un accueil favorable.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

J. DAVIGNON.



PROJET DE LOI

approuvant le traité d'amitié et de commerce conclu le 18 avril 1912 entre la Belgique et la Bolivie.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité d'amitié et de commerce conclu le 18 avril 1912 entre la Belgique et la Bolivie, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 13 novembre 1912.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van het Vedrag van vriendschap en van koophandel, op 18 April 1912 tusschen België en Bolivia gesloten,

Albert.

KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

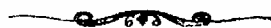
Het verdrag van vriendschap en koophandel, den 18 April 1912 tusschen België en Bolivia gesloten, zal zijne volle en algeheel kracht hebben.

Gegeven te Brussel den 13 November 1912.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.



T R A I T É .

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE, animés du désir de resserrer les relations d'amitié et de commerce entre la Belgique et la Bolivie, ont résolu de conclure dans ce but un Traité et ont, à cet effet, nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES : M. Charles LE VIONNOIS, Chevalier de l'Ordre de Léopold, Chargé d'Affaires de Belgique près le Gouvernement de Bolivie ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE : M. le docteur Claudio PINILLA, Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage à La Haye, Ministre d'Etat au Département des Relations Extérieures ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE I.

Il y aura amitié perpétuelle entre le Royaume de Belgique, d'une part, et la République de Bolivie, d'autre part, de même qu'entre les citoyens des deux pays.

ARTICLE II.

Les sujets et les produits de chacun des deux pays jouiront réciproquement dans l'autre du même régime et des mêmes avantages en

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS y SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE BOLIVIA, animados del deseo de estrechar las relaciones de amistad y de comercio entre Belgica y Bolivia, han resuelto celebrar un Tratado con este objeto, y han nombrado Sus Plenipotenciarios, á saber:

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS : Al Señor Carlos LE VIONNOIS, Caballero de la Orden de Leopoldo, Encargado de negocios de Bélgica ante el Gobierno de Bolivia y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE BOLIVIA : Al Señor doctor don Claudio PINILLA, Miembro de la Corte Permanente de Arbitraje de La Haya, Ministro de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores ;

Quienes después de haberse comunicado sus plenos poderes respectivos, que hallaron en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

ARTICULO I.

Habrá amistad perpétua entre el Reino de Bélgica, por una parte, y la República de Bolivia, por otra parte, como también entre los ciudadanos de ambos países.

ARTICULO II.

Los súbditos y los productos de cada uno de los dos países gozarán recíprocamente en el otro del mismo régimen y de las mismas ventajas en

matière d'établissement, de commerce, de douane et de navigation que ceux qui sont actuellement accordés ou qui seraient accordés à l'avenir aux sujets et aux produits de la nation la plus favorisée.

ARTICLE III.

La garantie du traitement de la nation la plus favorisée, stipulée par l'article précédent, ne fait pas obstacle :

1° Aux faveurs spéciales, exemptions et privilèges qui seraient accordés par le Gouvernement de la République de Bolivie aux sujets et aux produits des Etats limitrophes, en matière de commerce. Semblables faveurs, exemptions et privilèges ne pourront être réclamés par la Belgique en vertu du traitement de la nation la plus favorisée, aussi longtemps qu'ils n'auront pas été concédés à d'autres Etats non limitrophes ;

2° Aux avantages que chacun des deux pays accorderait à une tierce Puissance en vertu d'une union douanière ;

3° Aux mesures spéciales que chacun des deux pays pourrait être amené à prendre pour des motifs sanitaires ;

4° A la perception, par l'un des deux pays, de droits supplémentaires en compensation des primes d'exportation ou de production dont bénéficieraient certains produits dans l'autre pays.

ARTICLE IV.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire, aussi bien dans l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique.

Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux, et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des

lo relativo á establecimiento, comercio, aduana y navegación, que los actualmente acordados o los que en adelante se acordaren á los súbditos y á los productos de la nación más favorecida.

ARTICULO III.

La garantía del tratamiento de la nación más favorecida, estipulada por el artículo precedente, no afecta :

1° A los favores especiales, exenciones y privilegios que fueren acordados por el Gobierno de la República de Bolivia á los súbditos y á los productos de los Estados limitrofes en materia de comercio. Tales favores, exenciones y privilegios no podrán ser reclamados por Bélgica en virtud del tratamiento de la nación más favorecida, entre tanto que no hayan sido concedidos á otros Estados nos limitrofes ;

2° A las ventajas que cada uno de los dos países acordare á una tercera Potencia en virtud de una unión aduanera ;

3° A las medidas especiales que cada uno de los dos países podrá verse obligado á tomar por razones sanitarias ;

4° A la percepción por uno de los dos países de derechos suplementarios en compensación de primas de exportación ó de producción de las que beneficiarían ciertos productos en el otro país.

ARTICULO IV.

Los súbditos de cada una de las dos Altas Partes Contratantes estarán exentos en el territorio de la otra de todo servicio militar, tanto en el ejército regular y en la marina cuanto en las milicias y guardias nacionales.

No estarán sujetos ni en tiempo de paz ni en tiempo de guerra más que á las prestaciones y requisiciones militares impuestas á los nacionales y tendrán recíprocamente derecho á las indemnizaciones esta-

nationaux par les lois en vigueur dans les deux pays.

ARTICLE V.

Les deux Hautes Parties contractantes, désirant écarter toute difficulté quant à la détermination de la nationalité de leurs sujets respectifs, déclarent que doivent être considérés comme Belges en Bolivie et comme Boliviens en Belgique :

Les Belges qui s'établissent en Bolivie et les Boliviens qui s'établissent en Belgique, en conservant leur nationalité suivant les lois de leur Patrie.

Les enfants nés en Belgique de sujets boliviens et les enfants nés en Bolivie de sujets belges pourront à l'âge de 21 ans accomplis, et dans le délai d'un an, opter pour l'une ou l'autre nationalité, étant ainsi appelés à jouir des faveurs accordées par le présent Traité aux sujets possédant la nationalité pour laquelle ils auront opté.

ARTICLE VI.

En égard au droit d'option prévu à l'article précédent, le fils né en Belgique d'un père bolivien, de même que le fils né en Bolivie d'un père belge, ne seront pas appelés au service militaire avant l'âge de 22 ans accomplis.

ARTICLE VII.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles ou à La Paz, le plus tôt possible.

Il entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et demeurera ensuite applicable pendant une période de dix années.

Si, douze mois avant l'échéance de ce terme, aucune des deux Hautes Parties contractantes n'a notifié son intention de faire cesser les effets du présent Traité, celui-ci demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contrac-

blecidas en favor de los nacionales por las leyes vigentes en los dos países.

ARTICULO V.

Deseando evitar toda dificultad en cuanto á la determinación de la nacionalidad de sus respectivos súbditos, las dos Altas Partes contratantes declaran que deben ser considerados como Belgas en Bolivia y como Bolivianos en Bélgica :

Los Belgas que se establezcan en Bolivia y los Bolivianos que se establezcan en Bélgica conservando su nacionalidad según las leyes de su Patria.

Los niños nacidos en Bélgica de súbditos bolivianos y los niños nacidos en Bolivia de súbditos belgas podrán, á la edad de 21 años y en el término de un año, optar por una ú otra nacionalidad, estando de esta manera llamados á gozar de los favores acordados por el presente Tratado á los súbditos que poseen la nacionalidad por la cual han optado.

ARTICULO VI.

Respecto al derecho de opción previsto por el Artículo precedente, los hijos nacidos en Bélgica de padre boliviano, así como los hijos nacidos en Bolivia de padre belga no serán llamados al servicio militar, antes de la edad de 22 años cumplidos.

ARTICULO VII.

El presente Tratado será ratificado y las ratificaciones serán canjeadas en Bruselas ó La Paz á la brevedad posible.

Entrará en vigencia un mes después del canje de las ratificaciones y en seguida quedará vigente durante diez años.

Si doce meses antes de cumplirse este término ninguna de las dos Altas Partes Contratantes hubiese declarado su intención de hacer cesar los efectos de este Tratado, quedará obligatorio hasta la expiración de un año, contando desde el día en que una de las dos Altas

tantes l'aura régulièrement dénoncé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Paz, en français et en espagnol et en double exemplaire, le dix-huit avril mil neuf cent douze.

(L. S.) Ch. LE VIONNOIS,

(L. S.) Claudio PINILLA.

Partes Contratantes lo haya regularmente denunciado.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios firmaron el presente Tratado, sellándolo con sus sellos.

Hecho en La Paz, en francés y en español y en doble ejemplar, a los diez y ocho días del mes de Abril de mil novecientos doce.

(L. S.) Ch. LE VIONNOIS.

(L. S.) Claudio PINILLA.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 NOVEMBER 1912.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het Verdrag van vriendschap en van koophandel, op 18 April 1912 tusschen België en Bolivia gesloten.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ten gevolge van de opzegging, door de Bolivische Regeering, van het Verdrag van vriendschap, koophandel en scheepvaart, op 17 Augustus 1860 tusschen België en Bolivia gesloten, werden tusschen de beide landen onderhandelingen aangeknoopt tot het sluiten van een nieuw Verdrag. Die onderhandelingen leidden tot de onderteekening, op 18 April laatstleden, van de akte welke ik de eer heb, Mijne Heeren, U tot goedkeuring voor te leggen.

Nadat de gevoelens van onderlinge vriendschap, die de beide landen bezielen, in artikel 1 bevestigd zijn, bepaalt het Verdrag van 18 April 1912, bij artikel 2, het grondbeginsel dat hunne wederkeerige betrekkingen zal regelen. De handeling der meest begunstigde natie is, zoowel aan de onderdanen als aan de voortbrengselen der beide landen, gewaarborgd in zake vestiging, koophandel, tolrechten en scheepvaart. De eenige uitzonderingen, welke die regel duldt, zijn aangewezen bij artikel 3.

Zij betreffen, enerzijds, de bijzondere gunsten welke de Republiek Bolivia mocht verleenen aan de haar aangrenzende Staten, gunsten die evenwel ook aan België zouden ten deel vallen, indien zij tot andere niet aangrenzende landen werden uitgebreid.

Die voorbehouding komt, zooals men weet, gewoonlijk voor in de handelsverdragen met de Staten van Latijnsch Amerika. Anderzijds heeft men er aan gehouden, evenals in de meeste onzer Verdragen, te laten vaststellen dat de bepaling omtrent de behandeling der meest begunstigde natie geen beletsel is :

Voor de voordeelen welke elk der beide landen aan eene derde Mogendheid mocht toestaan krachtens een tolverbond ;

Voor de bijzondere maatregelen welke elk der beide landen mocht genoopt zijn te nemen uit hoofde van gezondheidsredenen ;

Voor de inning, door een der beide landen, van bijkomende rechten tot

vergoeding van de premiën voor uitvoer of voor voortbrenging, welke sommige voortbrengselen in het andere land mochten genieten.

Artikel 4 bepaalt dat de onderhoorigen van elke der verdragsluitende Partijen op het grondgebied der andere Partij vrijgesteld zullen zijn van allen krijgsveld, zoowel in de geregelde land- en zeemacht als in de militie en de burgerwacht. Hetzelfde artikel vermeldt verder dat zij, in vredes- en in oorlogstijd, aan geene andere verstrekkingen en militaire vorderingen zullen onderworpen zijn dan die, aan de inlanders opgelegd, en dat zij wederzijds recht zullen hebben op de schadeloosstellingen welke door de in beide landen geldende wetten ten gunste van de inlanders zijn vastgesteld. Dergelijke bepalingen komen voor in onze bijzonderste handelsverdragen.

Artikel 5 van het Verdrag heeft betrekking op de nationaliteitsvraagstukken, die kunnen oprijzen naar aanleiding der vestiging van onderdanen van een der beide landen op het grondgebied van het andere land. Dit artikel is van groot belang voor ons, met het oog op de wettelijke geschilpunten, voortvloeiende uit de toepassing van twee verschillende rechtskundige stelsels, namelijk : het *jus sanguinis*, dat in België geldt, en het *jus soli*, dat in Bolivia geldt. In laatstgenoemd land, evenals trouwens in de overige Staten van Latijnsch Amerika, verkrijgt men de nationaliteit door de geboorte op 's lands grondgebied. De Kamers hebben voorheen de aandacht der Regeering gevestigd op de ongemakken welke voor onze landgenooten voortvloeien uit dit verschil van grondbeginselen. (Zie Handelingen van den Senaat, zitting van 23 Maart 1909 : bespreking van het ontwerp van wet op de verwerving en het verlies van de nationaliteit). Krachtens artikel 5, zullen de in Bolivia geboren kinderen van Belgische ouders, wanneer zij ten volle 21 jaar oud zijn en binnen den termijn van één jaar, kunnen opteeren voor de ééne of de andere nationaliteit en zullen zij aldus aanspraak verkrijgen op de gunsten, bij het Verdrag toegestaan aan de onderdanen die tot de nationaliteit behooren waarvoor zij zullen geopteerd hebben.

Als gevolg van artikel 5, beschikt artikel 6 dat, terwille van het hooger bedoelde recht van optie, de in België geboren zoon van een Bolivischen vader en de in Bolivia geboren zoon van een Belgischen vader niet tot krijgsveld zullen opgeroepen worden, voordat zij ten volle 22 jaar oud zijn.

Luidens artikel 7, is het Verdrag gesloten voor eenen termijn van tien jaren, vatbaar voor verlenging bij stilzwijgende vernieuwing.

Ik vertrouw, Mijne Heeren, dat het wetsontwerp tot goedkeuring van bedoeld Verdrag een gunstig onthaal bij U zal genieten.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI

approuvant le traité d'amitié et de commerce conclu, le 18 avril 1912, entre la Belgique et la Bolivie.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité d'amitié et de commerce conclu le 18 avril 1912 entre la Belgique et la Bolivie, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 15 novembre 1912.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van het Verdrag van vriendschap en van koophandel, op 18 April 1912 tusschen België en Bolivia gesloten.

Albert,

KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het verdrag van vriendschap en koophandel, den 18ⁿ April 1912 tusschen België en Bolivia gesloten, zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 13ⁿ November 1912.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.



VERDRAG

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN en ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER REPUBLIEK BOLIVIA, bezielde met het verlangen om de vriendschaps- en handelsbetrekkingen tusschen België en Bolivia te bevorderen, hebben beslist met dat doel een Verdrag te sluiten en hebben daartoe tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer Karel LE VIONNOIS, Ridder in de Leopoldsorde, Zaakgelastigd van België bij de Regeering van Bolivia;

ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER REPUBLIEK BOLIVIA :

Den Heer Dokter Claudio PINILLA, lid van het Bestendig Hof van Arbitrage te 's Gravenhage, Staatsminister bij het Departement van Buitenlandsche Betrekkingen.

Dewelke, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld en deze in goeden en behoorlijken vorm te hebben bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL I.

Er zal duurzame vriendschap heerschen tusschen het Koninkrijk België, eenerzijds, en de Republiek Bolivia, anderzijds, alsmede tusschen de burgers der beide landen.

ARTIKEL II.

De onderdanen en de voortbrengselen van elk der beide landen zullen wederkeerig in het andere land, in zake vestiging, koophandel, tolwezen en scheepvaart, dezelfde regeling en dezelfde voordeelen genieten als zijn toegestaan of later toegestaan worden aan de onderdanen en de voortbrengselen der meest begunstigde natie.

ARTIKEL III.

De in het voorgaand artikel vervatte waarborg omtrent de behandeling der meest begunstigde natie is geen beletsel :

1^o Voor de bijzondere gunsten, de vrijstellingen en de voorrechten welke de Regeering der Republiek Bolivia, in zake koophandel, mocht toestaan aan

de onderdanen en de voortbrengselen der aangrenzende Staten. België zal dergelijke gunsten, vrijstellingen en voorrechten niet kunnen vorderen uit hoofde van de behandeling der meest begunstigde natie, zoolang dezelve niet zullen toegestaan zijn aan andere niet aangrenzende Staten;

2° Voor de voordeelen welke elk der beide landen aan eene derde Mogendheid mocht toestaan krachtens een tolverbond;

3° Voor de bijzondere maatregelen welke elk der beide landen mocht genoopt zijn te nemen uit hoofde van gezondheidsredenen;

4° Voor de inning, door een der beide landen, van bijkomende rechten tot vergoeding van de premiën voor uitvoer of voor voortbrenging, welke sommige voortbrengselen in het andere land mochten genieten.

ARTIKEL IV.

De onderhoorigen van elke der Hooge verdragsluitende Partijen zullen, op het grondgebied der andere Partij, vrijgesteld zijn van allen krijgsveld, zoolwel in de geregelde land- en zeemacht als in de militie en de burgerwacht.

In vredes- en in oorlogstijd zullen zij aan geene andere verstrekkingen en militaire vorderingen onderworpen zijn dan die, aan de inlanders opgelegd, en zij zullen wederzijds recht hebben op de schadeloosstellingen welke door de in beide landen geldende wetten ten gunste van de inlanders zijn bepaald.

ARTIKEL V.

De beide Hooge verdragsluitende Partijen, willende elke moeilijkheid voorkomen wat betreft de vaststelling van de nationaliteit hunner wederzijdsche onderdanen, verklaren dat in Bolivia als Belgen moeten beschouwd worden, en in België als Bolivianen :

De Belgen die zich in Bolivia vestigen en de Bolivianen die zich in België vestigen, met behoud van hunne nationaliteit volgens de wetten van hun Vaderland.

De in België geboren kinderen van Bolivische onderdanen en de in Bolivia geboren kinderen van Belgische onderdanen zullen, wanneer zij ten volle 21 jaar oud zijn en binnen den termijn van een jaar, kunnen opteeren voor de ééne of de andere nationaliteit; zij zullen aldus aanspraak verkrijgen op de gunsten, bij dit Verdrag toegestaan aan de onderdanen die tot de nationaliteit behooren waarvoor zij zullen geopteerd hebben.

ARTIKEL VI.

Terwille van het bij voorgaand artikel bedoelde recht van optie, zullen de in België geboren zoon van een Bolivischen vader en de in Bolivia geboren zoon van een Belgischen vader niet tot krijgsveld worden opgeroepen voordat zij ten volle 22 jaar oud zijn.

ARTIKEL VII.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging er van zullen zoo spoedig mogelijk uitgewisseld worden te Brussel of te La Paz.

Het zal in werking treden, eene maand na de uitwisseling der akten van bekrachtiging en daarna gedurende tien jaren van kracht blijven.

Mocht geene van beide Hooge verdragsluitende Partijen, twaalf maanden vóór het einde van dien termijn, haar inzicht om de gevolgen van dit Verdrag te doen eindigen bekendgemaakt hebben, zoo zal hetzelfde verbindend blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag waarop de ééne of de andere der Hooge verdragsluitende Partijen het regelmatig zal hebben opgezegd.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden dit Verdrag hebben onderteekend en er hunne zegels hebben op afgedrukt.

In dubbel opgemaakt, in het Fransch en in het Spaansch, te La Paz, den achttienden April negentienhonderd twaalf.

(H. Z.) CH. LE VIONNOIS.

(H. Z.) CLAUDIO PINILLA.
